

MENÉE PAR EL-ISLAH ET ENNAHDA

Coordination «islamo-islamique» cherche candidat

La coordination «islamo-islamique», initiée par El-Islah et Ennahda, n'a toujours pas désigné son candidat à la présidentielle.

Djahid Younsi, secrétaire général d'El-Islah indique, cependant, qu'un consensus va se dégager dans les semaines à venir, expliquant que ladite alliance reste ouverte à «toutes» les personnalités politiques «sans exception» et que des cadres de «certains» partis, mécontents des choix de leurs directions, pourraient rejoindre ladite coordination.

Profitant de son passage sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, le numéro un d'El-Islah a tenu à dire que cette initiative n'était pas conjoncturelle et qu'elle s'inscrivait sur le long terme. Il s'agit, selon l'invité de la radio, de jeter des passerelles avec les autres partis politiques «toutes tendances politiques». Il appelle d'ailleurs tous ceux qui se reconnaîtront dans la

copie finale de cette initiative qui sera officialisée «bientôt» à l'occasion d'un grand meeting à rejoindre le mouvement pour participer à «la naissance d'un courant islamiste modéré, respectueux des lois de la République et qui ne se coupera ni de ceux qui se réclament démocrates ni de ceux qui se réclament nationalistes».

A la question de savoir si le choix du candidat représentant la mouvance islamiste ne posait pas problème, Djahid Younsi a été catégorique. «La

décision a été prise par notre conseil de la choura. Le bureau national a été mandaté pour approuver une candidature. C'est une décision irrévocable», dit-il. Et si Djaballah se présentait, cela ne brouillerait-il pas les cartes de l'alliance islamiste ? «Non, pas du tout. Chacun est libre de se présenter», se contente de dire Djahid Younsi qui ne cache, cependant, pas ses appréhensions quant aux conditions dans lesquelles pourrait se dérouler la présidentielle. «Ce que nous crai-

gnons, c'est qu'il n'y ait pas de justice et d'équité dans les temps d'antenne sur les médias lourds pendant la pré-campagne.

Les assurances du Premier ministre ne suffisent pas. Nous ne pouvons nous contenter de promesses. D'ailleurs, l'option du retrait de ces élections n'est pas exclue si nous constatons des irrégularités», dit-il, ne ratant pas l'opportunité d'ouvrir le feu sur les partis de l'Alliance présidentielle qui, selon ses dires, «se sont transformés en comi-

tés de soutien. Ils n'ont pas présenté un candidat et donc je considère qu'ils ne participent pas de manière directe aux élections. C'est un manque de courage».

L'APN en a eu également pour son compte puisque Djahid Younsi estime que «l'hémicycle s'est transformé en tribune de publicité pour les membres du gouvernement qui profitent des interpellations des députés pour faire un bilan de leurs prétendues performances».

N. I.

PRÉSIDENTIELLE DE 2009

Bouteflika candidat de huit organisations nationales

«Ceci est notre position. Si vous voulez savoir le point de vue de Bouteflika sur le sujet, posez-lui la question.» Les propos du secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine résument la démarche initiée par huit organisations. Jeudi dernier, au siège de l'ONM, Saïd Abadou a déclaré que Abdelaziz Bouteflika est «notre candidat à la présidentielle d'avril 2009».

Abder Bettache - Alger (Le Soir)

- Cette annonce faite par huit organisations nationales, en l'occurrence l'ONM, l'UGTA, l'UNPA, l'Onec, l'Onem, les SMA et l'ANVT et l'UNFA intervient alors que l'intéressé ne s'est toujours pas prononcé sur la question.

Dans la déclaration signée par les responsables desdites organisations,

il a été avancé plusieurs raisons à l'origine du soutien à la candidature du président de la République Abdelaziz Bouteflika à un troisième mandat.

«Le moudjahid Abdelaziz Bouteflika est notre candidat à l'élection présidentielle d'avril 2009 et nous lui apportons notre plein soutien pour parachever son œuvre de consolida-

tion et de développement économique, d'épanouissement social au sein d'une Algérie réconciliée, de paix, de stabilité et de progrès», peut-on lire dans leur déclaration.

Pis encore, ils se disent «convaincus des acquis inestimables générés par le retour à la paix résultant de la politique de réconciliation nationale, rendue possible grâce aux efforts inlassables déployés par son Excellence le président de la République, facteur déterminant dans le développement économique, le progrès social et la stabilité nationale».

Les huit organisations nationales

ont tenu à exprimer leur «satisfaction» concernant «la révision de la Constitution» et se disent «conscientes de la nécessité de poursuivre les importants chantiers de réforme lancés dans notre pays, notamment dans le domaine économique, la promotion du bien-être social, la justice et le système national éducatif, tout en enregistrant «une grande satisfaction dans la mise en œuvre des importants programmes de développement économique, social et de reconstruction lancés dans notre pays durant les dix dernières années et de leurs résultats positifs».

Lesdites organisations nationales se sont «longuement et fraternellement concertées au sujet de l'élection présidentielle d'avril 2009». Une «réflexion» qui fait suite au fait qu'elles sont «profondément attachées aux valeurs du 1^{er} Novembre 1954 et désireuses de témoigner de leur implication dans les questions vitales touchant notre pays».

Aussi, il reste à savoir si du côté des partis politiques de l'Alliance présidentielle, il est également question d'annoncer Abdelaziz Bouteflika comme candidat au prochain scrutin ?

A. B.

LA COURSE À L'ALLÉGEANCE SE POURSUIT

Le PRA appelle Bouteflika à briguer un troisième mandat

Le Parti du renouveau algérien (PRA), en hibernation depuis des mois, est sorti de sa coque à l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2009. Sans surprise, il opte pour l'allégeance à l'actuel président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, qu'il a appelé avant-hier à briguer un troisième mandat.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Réunis jeudi matin en session ordinaire au niveau de leur siège sur les hauteurs d'Alger, les membres du conseil national du PRA n'ont pas eu à trop «débatte» de la décision à prendre concernant la prochaine échéance présidentielle. Le choix a déjà été fait le 11 janvier 2007, dira le secrétaire général de ce parti, M. Kamel Ben Salem, qui se réclame d'être

le premier à avoir appelé Abdelaziz Bouteflika à briguer un troisième mandat présidentiel. «Notre décision a été prise il y a près de deux ans et nous avons opté pour le soutien d'une troisième candidature de celui qui pèse plus de 85% des voix des électeurs algériens, celui qui porte en lui la réconciliation nationale, le développement économique et social de notre pays, celui qui défend les jeunes et le droit des femmes à l'exercice politique, celui qui a fait sortir l'Algérie des sentiers battus et qui n'est autre que le grand mquisard, Son Excellence Si Abdelaziz Bouteflika», affirme-t-il, sourire en coin, le regard braqué vers la caméra de l'ENTV. Une fois l'exercice à l'allégeance devant la caméra terminé, le SG du PRA, le micro collé à la bouche et ne laissant aucune voix s'exprimer parmi les membres du conseil national de

son parti, a appelé ses militants à s'investir massivement sur le terrain pour les besoins de la campagne électorale présidentielle. «Il faut mener la prochaine campagne de soutien au président d'une manière efficace pour faire réélire Abdelaziz Bouteflika pour la troisième fois.» L'orateur avoue que son parti n'est pas suffisamment structuré et ne peut donc prétendre participer à la course électorale. «Il nous reste beaucoup de travail à faire pour former une base militante capable de porter haut la voix de notre parti», insiste-t-il devant les présents. Autrement dit, à défaut de disposer d'un parti capable de drainer grand monde, il vaut mieux être du côté du plus fort, soutenir ceux qui détiennent les rênes du pouvoir, semble dire M. Kamel Ben Salem.

L. M.

DEUX ANNÉES APRÈS SA SIGNATURE

ENTRE LE GOUVERNEMENT, L'UGTA ET LE PATRONAT

Le pacte économique et social en évaluation mercredi prochain

«Deux années et deux mois après sa signature (octobre 2006-décembre 2008), le pacte national économique et social signé entre le gouvernement, le patronat et quatre organisations patronales sera, mercredi prochain, au centre d'une réunion», a-t-on appris de source sûre. A l'ordre du jour des discussions, «procéder à l'évaluation d'un traité datant de deux années».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon notre source, cette réunion coïncidera avec la dernière réunion du Conseil des ministres de l'année 2008, qui se tiendra dans la journée du 31 décembre prochain.

A ce propos, il n'est pas exclu que le président de la République passe en revue, lors de cette réunion, les questions économiques et sociales qui ont tant marqué le pays durant l'exercice 2008.

Dans cette optique, les trois partenaires procéderont, à leur tour, à une évaluation du document, et ce, à la lumière des rapports élaborés par le comité d'évaluation installé à cet effet depuis juillet dernier.

Signé à Alger en octobre 2006, le pacte national économique et social est entré en vigueur en Algérie en janvier 2007. Il vise aussi à réduire le taux de chômage à 10% à l'horizon

2010 et à améliorer le pouvoir d'achat. Parmi les objectifs visés, citons, également, «la mise en œuvre d'une politique d'investissement intensif favorisant les services d'accompagnement à l'économie (infrastructures de base, communications, transport, etc.), préparer les conditions du passage de l'économie nationale vers la phase de l'après-pétrole, la promotion et le développement d'une agriculture moderne, intensifier la productivité et améliorer la capacité concurrentielle de l'entreprise, maintenir un taux annuel de croissance économique élevé pendant les quatre prochaines années, réduire le niveau de chômage actuel, intensifier la lutte contre l'économie informelle, poursuivre la réforme des instruments et mécanismes de contrôle et de lutte contre la corruption et autres formes d'atteinte à l'économie nationale, améliorer

les conditions de vie de la population et procéder à la distribution équitable de la richesse créée. Par ailleurs, il s'est fixé comme priorités, «la promotion des régions défavorisées, la réduction des disparités, le développement du monde rural, la lutte contre la pauvreté et la marginalisation en Algérie, l'implication plus grande de la femme dans les tâches de développement, la promotion de l'emploi et l'intégration des jeunes dans le processus de production».

La nécessité de conclure un pacte national économique et social était une priorité pour les partenaires sociaux. Il devait permettre à l'Algérie d'ajouter à l'atout de ses moyens actuels trois autres atouts majeurs, à savoir la cohésion autour d'une démarche, la stabilité économique et sociale et la confiance des investisseurs étrangers.

Or, aujourd'hui, à en croire des observateurs, il semblerait que le pacte n'a toujours pas réglé les questions d'ordre économique récurrentes ou encore certaines questions sociales, quand on constate notamment que le pouvoir d'achat

des citoyens ne cesse de se détériorer. Toutefois, les signataires du pacte jugent que cette épineuse question ne peut être réglée uniquement par l'augmentation des salaires des travailleurs, chose qui ne changera pas grande-chose dans la vie des citoyens, puisque cette augmentation ne s'adaptera pas avec la flambée des produits de large consommation.

Pour rappel, les organisations syndicales dites «autonomes» n'ont pas adhéré à cette démarche. Pour elles, les organisations syndicales regroupées au sein du Comité national pour les libertés syndicales (CNLS) pas de tabous ni de complexes par rapport au pacte économique et social qui existe dans tous les pays du monde.

«Cependant, dans tout pacte économique et social, les différents partenaires doivent se réunir et s'entendre sur des objectifs engageant les uns et les autres et dont la finalité est la stabilité du pays. Or, nous constatons, aujourd'hui, que le gouvernement pactise avec lui-même», a-t-on souligné.

A. B.

ATTENTATS SIMULTANÉS

DU 13 FÉVRIER 2007

EN KABYLIE

Deux condamnations à 20 ans de prison

Après deux jours de débats, ayant surtout valu par les contradictions entre les propos des uns et des autres, le procès des 16 personnes présumées impliquées dans les attentats simultanés à la voiture piégée, commis le 13 février 2007, contre les sièges de la BMPJ de Draâ-Ben-Khedda et la Sûreté de daïra de Mekla, a pris fin dans la matinée de jeudi.

Après que la peine capitale eut été prononcée, quelques minutes après l'ouverture du procès, contre Dichou Mohamed, Alalou Sofiane, Bouzidi Rabah et Fadhallah Ahmed, les quatre terroristes en fuite, s'en suivit l'audition des treize autres prévenus dont l'implication dans les attentats du 13 février ne faisait aucun doute pour le procureur. Ce qu'il s'évertuera à prouver avant de requérir la peine capitale à leur encontre. En fin de compte, onze des accusés sortiront libres du tribunal alors que les deux autres, Hamid Siad et Rabah Hachemi, tous deux originaires de la wilaya de Boumerdès, seront condamnés à 20 ans de prison chacun.

Des condamnations qui ne faisaient pas de doute puisqu'il a été établi que l'un des véhicules ayant explosé lors de cette série d'attentats a été acquis par Hamid Siad sur ordre de Hachemi Rabah, celui-là même qui a tenté tout au long du procès «d'amadouer» les juges en tentant de faire croire qu'il était un repenté alors que le procureur n'a pas cessé de lui «dénier» ce statut en expliquant qu'il a été arrêté lors d'un accrochage avec les services de sécurité. Quant à Siad, il traîne derrière lui un passé de terroriste qui lui a déjà valu un séjour de trois années en prison. Selon le procureur, Siad n'a jamais coupé les ponts avec les groupes terroristes et cette affaire constitue une preuve irréfutable, et ce, d'autant plus que le concerné ne s'en est pas tenu à une seule version pour expliquer comment son véhicule s'est retrouvé bourré d'explosifs avant de prendre feu sur la route de Boubhir, une petite localité situé près d'Azazga. Siad, comme Hachemi, a été donc condamné à une vingtaine d'années de prison puisque seul le chef d'accusation d'appartenance à un groupe terroriste a été retenu contre lui. Pour rappel, les attentats pour lesquels ont été jugés Siad et Hachemi ont fait trois morts et sept blessés.

Azedine Maktour